

Stonewall

ABOUT THIS RESOURCE

This resource is produced by Stonewall, a UK-based charity that stands for the freedom, equity and potential of all lesbian, gay, bi, trans, queer, questioning and ace (LGBTQ+) people.

At Stonewall, we imagine a world where LGBTQ+ people everywhere can live our lives to the full.

Founded in London in 1989, we now work in each nation of the UK and have established partnerships across the globe. Over the last three decades, we have created transformative change in the lives of LGBTQ+ people in the UK, helping win equal rights around marriage, having children and inclusive education.

Our campaigns drive positive change for our communities, and our sustained change and empowerment programmes ensure that LGBTQ+ people can thrive throughout our lives. We make sure that the world hears and learns from our communities, and our work is grounded in evidence and expertise.

To find out more about our work, visit us at www.stonewall.org.uk

Registered Charity No 1101255 (England and Wales) and SC039681 (Scotland)

Stonewall is proud to provide information, support and guidance on LGBTQ+ inclusion; working towards a world where we're all free to be. This does not constitute legal advice, and is not intended to be a substitute for legal counsel on any subject matter.

**INTERACTION AVEC
LE GOUVERNEMENT
BRITANNIQUE : UN GUIDE
À L'ATTENTION DES
MILITANTES ET
MILITANTS LESBIENNES,
GAYS, BISEXUEL(LE)S
ET TRANSGENRES
DANS LE MONDE**

La vision de Stonewall est celle d'une Grande-Bretagne dans un monde où, un jour, chaque être humain aura non seulement le droit d'être traité de manière équitable et avec respect, mais verra aussi ce droit respecté.

TABLES DES MATIÈRES

Avant-propos	3
--------------	---

Objectif de ce guide	5
----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

À propos du gouvernement britannique et de l'égalité LGBT dans le monde	6
--	---

DEUXIÈME PARTIE

Ce que peut faire le gouvernement britannique	11
---	----

TROISIÈME PARTIE

Partie informations pratiques	26
-------------------------------	----

QUATRIÈME PARTIE

Conseils pratiques	29
--------------------	----

Publié par Stonewall

Stonewall
Tower Building
York Road
Londres SE1 7NX

international@stonewall.org.uk

[**www.stonewall.org.uk**](http://www.stonewall.org.uk)

Photo (page 19) © Pepe Onziema,
Anne Ackerman et David Robinson

Photo (page 25) © World Pride 2012

Rédigé par Jasmine O'Connor

Conception et mise en page
www.soapbox.co.uk

AVANT-PROPOS

Depuis 1989, Stonewall et des dizaines de milliers de militants font campagne sans relâche afin que les lesbiennes, gays et bi britanniques puissent se prévaloir des protections juridiques les plus solides dans le monde. C'est au mois de juillet 2013 que nous sommes enfin parvenus au bout de notre voyage, à une égalité totale sur le plan juridique grâce à l'introduction du mariage entre partenaires de même sexe en Angleterre et au pays de Galles.

Cependant, nous savons que dans bon nombre de pays, les droits humains fondamentaux des lesbiennes, gays, bi et trans continuent d'être bafoués. Des militants courageux luttent pour l'égalité à travers le monde. En osant être eux-mêmes et en exigeant les mêmes droits que d'autres prennent pour acquis, ils mettent souvent leur vie en danger.

Chez Stonewall, nous nous engageons à soutenir les militants du monde entier. Le gouvernement britannique a également promis d'appuyer les initiatives nationales et locales qui œuvrent pour le respect des droits humains des membres de la communauté LGBT. Ce guide est conçu pour vous permettre de profiter de l'aide désormais disponible du gouvernement britannique et de Stonewall pour faire campagne dans votre propre pays.

Stonewall est fier d'être aux côtés du mouvement international des militants des droits humains. Nous espérons que notre mouvement se renforcera pour qu'un jour, de notre vivant à tous, dans chaque pays, chaque ville, chaque village et chaque rue, les lesbiennes, gays, bi et trans enfin vivre comme des citoyens à part entière.

Ben Summerskill

Directeur général, Stonewall



« À l'échelle internationale, les droits humains des membres de la communauté LGBT continuent d'être violés. Ils sont notamment victimes de torture et autres traitements cruels, dégradants et inhumains. Des restrictions sont imposées à leur liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Ils font face à la discrimination dans l'emploi et l'accès aux services de santé et d'éducation. Ils sont toujours victimes de crimes haineux et de violences.

Notre message est clair : les droits humains sont universels et devraient s'appliquer de la même manière à toutes les personnes, tel qu'il est inscrit dans l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Le fait de rendre illégales les relations homosexuelles consentantes est incompatible avec les lois internationales en matière de droits de l'Homme, y compris le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ».

William Hague, ministre britannique des Affaires étrangères, 17 mai 2013

OBJECTIF DE CE GUIDE

À travers le monde, les lesbiennes, gays, bi et trans (LGBT) sont souvent détenus et torturés aux mains de l'État. Ces personnes sont victimes de harcèlement et n'ont pas accès à l'éducation, aux soins de santé ou au système de justice pénale. Dans 78 pays, les relations homosexuelles sont illégales alors que dans cinq d'entre eux, ce genre de comportement est passible de la peine de mort. Seuls 61 pays ont des lois contre la discrimination dans l'emploi fondée sur l'orientation sexuelle. Les couples homosexuels sont reconnus sur le plan juridique dans seulement 33 pays, bien que ces droits aillent du droit au mariage à des droits limités en matière de biens et d'héritage.

Le gouvernement britannique a déclaré qu'il souhaitait que cette inégalité soit abolie et s'est engagé à promouvoir les droits humains des membres de la communauté LGBT.

Chez Stonewall, nous savons de par notre expérience que l'égalité s'acquiert par le truchement de mouvements efficaces qui, tant à l'échelle nationale que locale, mettent à profit le soutien des organisations et des gouvernements étrangers en cas de besoin. Le gouvernement britannique peut s'avérer un allié utile pour les mouvements locaux. Il a accès aux décideurs et peut contribuer à influencer leur manière de penser l'égalité LGBT.

Si le gouvernement britannique veut être utile, il est important que ses représentants à l'étranger travaillent en étroite collaboration avec les organisations LGBT locales et nationales. Toute assistance du gouvernement britannique doit tenir compte de la situation des militants et des personnes LGBT ; en conséquence de quoi, il est important que les représentants du gouvernement comprennent leurs préoccupations.

En tant que militant œuvrant en faveur des droits humains des personnes LGBT dans votre pays, vous connaissez mieux que quiconque les défis auxquels vous êtes confronté. Vous connaissez également le type de soutien dont vous avez besoin et celui dont vous pouvez vous passer. Ce guide a pour objectif de vous aider à comprendre comment fonctionne le gouvernement britannique à travers le monde. Ainsi, vous pourrez établir une relation de travail avec lui dans votre pays.

PREMIÈRE PARTIE À PROPOS DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE ET DE L'ÉGALITÉ LGBT DANS LE MONDE

Le gouvernement britannique peut jouer un rôle important pour soutenir l'égalité LGBT sur le plan international. Il entretient des relations diplomatiques solides, en particulier avec les pays du Commonwealth, apporte une contribution de taille à l'aide internationale et occupe une place de choix au sein des organismes internationaux comme les Nations Unies. Le gouvernement britannique a déclaré que les droits humains s'appliquent à tout le monde, partout. À l'échelle internationale, il souhaite voir l'abrogation des lois qui sont discriminatoires à l'égard des personnes LGBT et l'adoption de lois qui les protègent. Il sait que les personnes LGBT ne cherchent pas à se prévaloir de droits spéciaux mais seulement des mêmes droits humains que tout un chacun.

Deux principaux ministères du gouvernement britannique ont des bureaux internationaux qui jouent un rôle important pour le soutien mondial du gouvernement britannique à l'égalité des personnes LGBT : le Ministère britannique des affaires étrangères et du Commonwealth (Foreign and Commonwealth Office, FCO) et le Ministère britannique du développement international (Department for International Development, DFID).

LE MINISTÈRE BRITANNIQUE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMONWEALTH

La responsabilité de la relation que le Royaume-Uni entretient avec les autres pays incombe au ministère britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth. Il assure également la promotion des intérêts du Royaume-Uni à l'étranger. Ces intérêts sont très variés et sont susceptibles de changer au gré des gouvernements. Cependant, les gouvernements britanniques successifs ont tous réaffirmé l'importance des droits humains. Ils pensent que, avec la démocratie, les droits humains protégeront les citoyens, amélioreront la sécurité mondiale et permettront d'obtenir la liberté politique à l'international.

Le FCO a également pour fonction de renforcer la prospérité du Royaume-Uni. À cette fin, il apporte son aide aux entreprises britanniques désireuses d'investir dans un pays ou d'exporter leurs produits vers un pays donné. Étant donné que le FCO fait la promotion de la prospérité, il cherche à s'assurer que les entreprises britanniques n'enfreignent pas les droits humains et que les droits des citoyens britanniques qui vivent dans d'autres pays sont respectés.

LE LONG CHEMIN PARCOURU VERS L'ÉGALITÉ LGBT À L'ÉCHELLE MONDIALE...

1860

Les lois britanniques contre les relations homosexuelles sont diffusées dans tout l'Empire britannique et légitiment l'homophobie.



1988/89

Les lois britanniques contre les relations homosexuelles sont diffusées dans tout l'Empire britannique et légitiment l'homophobie.



1860

1970

1990

1967

Abrogation de la loi contre les relations homosexuelles en Grande-Bretagne



2003

Abrogation de l'article 28 de la Loi de « propagande » anti-gay en Grande-Bretagne



2006

Résurgence des lois de propagande « anti-gay », à partir de la ville de Ryazan en Russie



2014

Le mariage pour tous n'existe que dans 17 pays



2000

2010

2011

Résolution des Nations Unies sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre



2014

78 pays ont encore de lois contre les relations homosexuelles

78

LE MINISTÈRE BRITANNIQUE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le ministère britannique du développement international exécute le programme du Royaume-Uni en matière d'aide internationale au développement et s'attache à éradiquer la pauvreté.

Normalement, le DFID se concentre sur quelques thèmes spécifiques dans chaque pays avec lequel il travaille, et notamment sur l'éducation, la croissance économique, les soins de santé, le climat et l'environnement, l'alimentation et la nutrition, l'assistance en matière d'aide d'urgence, la prévention des conflits violents et l'aide à la société civile, les institutions publiques et les médias en vue d'une collaboration efficace.

Le DFID cherche à s'assurer que toutes les personnes profitent de ses travaux d'élimination de la pauvreté. Il veille donc à ce que les personnes LGBT ne soient pas laissées pour compte.

LE FCO OU LE DFID BRITANNIQUES DANS VOTRE PAYS

Le FCO dispose d'un réseau mondial fort de quelque 270 bureaux diplomatiques, également connus sous le nom de missions diplomatiques, qui emploient plus de 14 000 personnes. Ces bureaux peuvent porter un autre nom en fonction de leur emplacement. Dans les pays du Commonwealth, le bureau diplomatique s'appelle en général un Haut-commissariat, alors que dans les autres pays, le nom d'Ambassade est souvent utilisé. Les bureaux diplomatiques, qui s'occupent principalement des intérêts des voyageurs britanniques et assument une fonction diplomatique limitée, s'appellent des Consulats.

Le DFID partage habituellement le bureau ou les locaux du FCO. Lorsque la présence du DFID est de faible envergure, les mêmes membres du personnel peuvent s'acquitter des fonctions tant du FCO que du DFID.

Il est important de garder à l'esprit que, bien que les diplomates et le personnel du DFID travaillent en tant que représentants du gouvernement britannique, ils n'ont pas personnellement de fonctions politiques.

Pour savoir où se trouve votre bureau FCO ou DFID le plus proche, veuillez consulter leur site Internet :

- www.gov.uk/government/organisations/foreign-commonwealth-office
- www.gov.uk/government/organisations/department-for-international-development

Si vous ne parvenez pas à trouver les renseignements dont vous avez besoin sur le site Internet, contactez alors Stonewall et nous vous aiderons.

DEUXIÈME PARTIE
CE QUE PEUT FAIRE
LE GOUVERNEMENT
BRITANNIQUE

Le FCO et le DFID peuvent soutenir de plusieurs façons votre travail dans le domaine de l'égalité LGBT. Cette section expose un certain nombre d'idées différentes pour démarrer. Au fur et à mesure de la relation que vous développerez avec les représentants du DFID ou du FCO, vous trouverez de nouvelles idées qui marchent bien dans votre pays.

Merci d'informer Stonewall de vos progrès, afin que nous puissions soutenir votre travail avec le gouvernement britannique au Royaume-Uni et que nous puissions partager les enseignements tirés avec d'autres militants.

RAPPORT SUR LES DROITS HUMAINS

Chaque année, le FCO dresse la liste des « pays dont la situation est préoccupante » afin d'attirer l'attention. Il dispose aussi d'une liste de thèmes sur lesquels il se penche à l'échelle mondiale. Ceux-ci comprennent la liberté d'expression, l'abolition de la peine de mort, l'élimination de la violence faite aux femmes, la prévention de la torture et la promotion de l'égalité et de la non-discrimination.

Dans votre pays, le FCO assure le suivi des droits humains et prépare des rapports réguliers à l'attention du gouvernement britannique à Londres. Ces activités de suivi soutiennent tant les travaux du FCO et du DFID dans le pays que les travaux des bureaux du gouvernement britannique au niveau des Nations Unies, de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe, du Secrétariat du Commonwealth et autres organisations internationales. Elles guident également les décideurs politiques au Royaume-Uni et les travaux d'autres ministères du gouvernement britannique, tels que le Home Office (ministère britannique de l'Intérieur). Chaque année, un rapport est préparé en vue de contribuer à établir les priorités futures.

Vous pouvez consulter le tout dernier rapport à l'adresse suivante : www.hrdreport.fco.gov.uk.

Il est important que la situation des personnes LGBT dans votre pays figure dans ce document. Le gouvernement britannique a besoin de savoir ce qui se passe pour prendre des décisions informées concernant les thèmes auxquels il doit accorder la priorité.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

- » Informez le FCO de votre pays des problèmes auxquels les personnes LGBT sont confrontées.
- » Donnez-lui des éléments de preuve à l'appui de vos arguments, par exemple des articles de journaux, des sondages d'opinion ou encore des études de cas de personnes qui ont été victimes d'agressions ou de discrimination.
- » Si possible, faites référence aux priorités thématiques du FCO. Ainsi, par exemple, vous pouvez parler de la manière dont le droit à la liberté d'expression des personnes LGBT dans votre pays est constamment bafoué.
- » Informez Stonewall des questions que vous soulevez auprès du FCO afin que nous puissions partager ces renseignements avec nos représentants du FCO au Royaume-Uni.

RELATION ENTRE LE FCO ET LE GOUVERNEMENT DE VOTRE PAYS

En se fondant sur les informations qu'ils reçoivent de la part des organisations de la société civile, des médias locaux et autres sources, les représentants du FCO soulèveront leurs préoccupations auprès de votre gouvernement national. Ces préoccupations sont souvent soulevées en privé, lorsque les diplomates s'entretiennent en tête à tête avec les principaux décideurs et leur demandent de prendre des mesures pour respecter les droits humains.

En ce qui concerne les domaines de préoccupations graves, les représentants du FCO peuvent être amenés à demander à un homme politique de haut rang du Royaume-Uni d'écrire à son homologue du pays en question ou de s'entretenir en privé avec lui. Parfois, les diplomates ou les hommes politiques britanniques adopteront une approche plus publique et critiqueront ouvertement ou salueront les mesures prises par un gouvernement. Normalement, la critique publique n'est employée qu'en dernier ressort. Le gouvernement britannique privilégie souvent l'organisation de discussions et l'opposition aux politiques dans les coulisses. Ceci permet aux décideurs de changer plus facilement d'avis et de défendre les raisons d'un tel changement, au lieu de sembler suivre les politiques dictées par l'Occident.

Le FCO souhaite en apprendre davantage de la part des militants sur le terrain avant de s'exprimer publiquement. Il reconnaît que ce sont les militants locaux qui peuvent devenir les cibles en cas de réaction hostile de l'opinion publique, si les choses tournent mal.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

- » Si vous n'entendez pas le FCO s'exprimer publiquement sur l'égalité, veillez à savoir s'il mène des discussions en privé avec votre gouvernement.
- » Demandez au FCO de parler aux décideurs de votre pays et de réclamer les changements que vous souhaitez voir en matière de lois, de politiques et de pratiques.
- » Faites savoir au FCO quels sont à votre avis les risques et les avantages de critiquer publiquement votre gouvernement et d'avoir des discussions en privé avec votre gouvernement.
- » Faites connaître vos inquiétudes à Stonewall afin que nous puissions parler au FCO au Royaume-Uni et nous assurer qu'il tient compte de la situation et prend les mesures appropriées.

En Ouganda, le FCO travaille en étroite collaboration avec d'autres bureaux diplomatiques pour exprimer ses inquiétudes quant au projet de loi « anti-gay » dans ce pays. Le gouvernement britannique a fait part à maintes reprises de ses préoccupations à de hauts représentants du gouvernement ougandais, y compris au Président. Les représentants du FCO ont œuvré en vue de s'assurer que leurs efforts diplomatiques se fondent sur ce que les militants ougandais pensent être utile.

COLLABORATION ENTRE LE FCO ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le gouvernement britannique est un membre actif de la plupart des organisations internationales qui œuvrent dans le domaine des droits humains et du développement international. À cet égard, on compte notamment le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Union européenne, le Commonwealth et le Conseil de l'Europe. Le gouvernement britannique travaille souvent par l'intermédiaire de ces organisations sur les préoccupations que partagent de nombreux pays différents. Ceci s'appelle la diplomatie multilatérale.

À une échelle nationale, le FCO travaille fréquemment en étroite collaboration avec d'autres membres de l'Union européenne qui partagent les mêmes idées, tels que les Pays-Bas, la France ou la Belgique. Pour consulter la liste complète des membres de l'Union européenne, veuillez vous rendre sur le site www.europa.eu/about-eu/countries.

Si l'Union européenne apporte une aide à votre pays, votre gouvernement aura signé un accord pour obtenir cette aide. Il se peut qu'un accord visant à discuter des droits humains figure dans ce document. Sur les questions délicates, les pays européens s'expriment souvent ensemble sous la bannière de l'Union européenne plutôt qu'à titre individuel. Ceci se traduit souvent par une déclaration publique officielle à l'intention du gouvernement hôte qui s'appelle une « démarche ».

Le Royaume-Uni joue également un rôle actif dans le mécanisme d'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies. Ce mécanisme examine en détail le bilan des différents pays en matière de droits humains et formule des recommandations d'amélioration. Le Royaume-Uni a formulé de nombreuses recommandations afin que les pays abordent les problèmes de discrimination à l'encontre des personnes LGBT.

Parfois, les représentants du FCO peuvent aider des organisations de la société civile à rédiger leurs propres rapports concernant le bilan de leur gouvernement dans le domaine de l'égalité LGBT. Ces « rapports parallèles » peuvent être remis à l'Examen périodique universel des Nations Unies et

contribuer ainsi à guider le débat et les recommandations.

Stonewall soutient les militants et travaille à leurs côtés pour s'assurer que le gouvernement britannique obtient les informations nécessaires sur la situation d'un pays avant l'Examen périodique universel de ce dernier. En 2012 et en 2013, le gouvernement britannique a soulevé la question de l'égalité LGBT lors de plusieurs Examens périodiques universels, y compris celui du Botswana, des Bahamas, de Tonga, de Tuvalu et du Monténégro.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

- » Demandez au FCO de soulever des questions clés à l'occasion de l'Examen périodique universel des Nations Unies et veillez à ce qu'il soit bien informé des questions qui affectent les personnes LGBT. Demandez son aide pour rédiger un « rapport parallèle » sur les droits humains des personnes LGBT dans votre pays.

- » Informez Stonewall des questions que vous avez demandé au FCO de soulever dans le cadre de l'Examen périodique universel des Nations Unies de votre pays. Nous vous aiderons en nous assurant que les représentants au Royaume-Uni seront informés des questions que vous aimeriez soulever.

- » Demandez au FCO et au DFID de s'assurer que les préoccupations relatives à l'égalité sont soulevées auprès de votre gouvernement dans le cadre de son accord d'aide conclu avec l'Union européenne.

- » Demandez au FCO et au DFID de s'assurer que leurs homologues de l'Union européenne se penchent sur les questions clés et consultent les militants et les organisations qui luttent pour l'égalité des personnes LGBT.

- » Si vous pensez qu'il est nécessaire que votre gouvernement soit publiquement critiqué, encouragez le FCO à prendre l'initiative d'une démarche de l'Union européenne. Présentez si possible des exemples à l'appui d'une telle démarche.

« Dans le monde entier, les lesbiennes, gays, bi et trans sont pris pour cibles, agressés et parfois assassinés. Les enfants et les adolescents sont raillés par leurs camarades, battus et harcelés, expulsés des écoles, rejetés par leur famille, forcés à se marier...et, dans les cas les plus graves, poussés au suicide.

Les personnes LGBT sont victimes de discrimination en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre sur leur lieu de travail, dans les cliniques et hôpitaux, dans les écoles ; ces lieux mêmes où elles sont censées être protégées...

... Permettez-moi de le dire haut et fort : les lesbiennes, gays, bi et trans ont les mêmes droits que tout un chacun. Eux aussi sont nés libres et égaux. Je suis à leurs côtés dans leur lutte pour les droits humains ».

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, 11 décembre 2012

FAIRE LE LIEN ENTRE VOUS ET LES DÉCIDEURS

Les représentants du DFID et du FCO dans votre pays seront normalement en contact avec des membres du gouvernement, des chefs d'entreprise et des dirigeants d'ONG aux plus hauts échelons. Ils ont de nombreux moyens pratiques à leur disposition pour aider les militants à rencontrer les décideurs et à tirer au maximum parti de leurs discussions.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

- » Demandez au DFID et au FCO de veiller à ce que vous et d'autres militants pour l'égalité LGBT soyez invités aux rencontres diplomatiques lorsque d'autres leaders d'ONG et décideurs nationaux sont présents.
- » Demandez au DFID et au FCO de veiller à ce que vous et d'autres militants pour l'égalité soyez invités à participer aux consultations entre le gouvernement et la société civile.
- » Demandez au FCO d'organiser des tables rondes avec les décideurs et les militants sur les principaux problèmes auxquels font face les personnes LGBT.

En 2012 en Croatie, l'Ambassade du Royaume-Uni a soutenu une réunion sous forme de table ronde avec le Bureau de médiation pour l'égalité entre les sexes afin de préparer l'introduction d'une législation exhaustive sur le partenariat civil. Des militants, des universitaires et des représentants du gouvernement ont abordé les principaux problèmes, et un représentant de Stonewall a été invité en Croatie pour partager l'expérience du Royaume-Uni en matière de législation sur le partenariat civil et les initiatives en cours à l'époque pour faire campagne en faveur du mariage pour tous.

SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS LGBT

Les représentants du DFID et du FCO sont parfois en mesure de soutenir publiquement des manifestations culturelles telles que la Gay Pride ou encore des festivals du cinéma. Ceci leur permet d'envoyer un message de soutien aux droits humains des LGBT et un message à un gouvernement hôte. Parfois, si une action publique est déconseillée, il se peut qu'ils témoignent de leur soutien d'une façon plus discrète.



CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

- » Invitez les représentants du DFID et du FCO à parader avec vous à l'occasion de la Gay Pride ou à prendre la parole lors d'un événement quelconque, comme une réception ou une réunion publique.
- » Invitez-les à célébrer avec vous la Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie (IDAHOT).
- » Demandez aux représentants du DFID ou du FCO de porter le drapeau arc-en-ciel à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie (IDAHOT) ou de la Gay Pride.
- » Demandez aux représentants du gouvernement britannique de porter le badge arc-en-ciel ou un t-shirt orné du slogan « Certaines personnes sont gays. Et alors ? » à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie (IDAHOT) ou de la Gay Pride. Vous pouvez demander à recevoir gratuitement des t-shirts « Certaines personnes sont gays. Et alors ? » en envoyant un courriel à international@stonewall.org.uk. Vous pouvez également vous servir du modèle pour imprimer vos propres t-shirts. Le modèle peut également servir pour vos affiches et nous serions heureux de vous en fabriquer une si vous nous faites parvenir une traduction. L'affiche est déjà disponible en téléchargement dans plusieurs langues sur le site www.stonewall.org.uk/international.
- » Demandez aux représentants du gouvernement britannique de témoigner leur soutien en mettant à profit leurs comptes officiels Twitter ou Facebook ou leurs blogs.

En 2012 en Jamaïque, le Haut-commissariat britannique a soutenu une plateforme publique sur le harcèlement à caractère homophobe dans les écoles en partenariat avec le Jamaica Forum for Lesbians, All-Sexuals and Gays (J-FLAG). À l'occasion de cette manifestation, le Haut-commissaire britannique a pris la parole et, aux côtés de dix autres Ambassadeurs et Hauts commissaires, a signé un article dans la presse jamaïcaine pour exprimer la nécessité d'un dialogue ouvert, inclusif et honnête au sein de la société jamaïcaine pour mettre fin à la discrimination et à l'oppression.

LES ENTREPRISES BRITANNIQUES ET LE FCO

Les diplomates britanniques sont responsables de la promotion du commerce et de la prospérité du Royaume-Uni. Leur rôle consiste à mettre en avant les entreprises britanniques à l'étranger et à veiller à ce qu'elles respectent, dans leurs activités internationales, les mêmes normes en matière de droits humains que celles auxquelles elles doivent se conformer au Royaume-Uni.

Par le truchement du programme de champions de la diversité mondiale de Stonewall, nous travaillons à présent avec quelques 120 entreprises internationales ayant un siège au Royaume-Uni afin de les aider à améliorer l'égalité sur leurs lieux de travail. Les entreprises nous demandent de plus en plus de soutenir leurs membres du personnel LGBT dans les pays dont les lois sont discriminatoires à leur égard. Les chefs d'entreprise veulent que leurs employés n'aient pas à cacher qui ils sont car ils reconnaissent que, lorsqu'on permet aux gens d'être eux-mêmes sur leur lieu de travail, leur rendement s'en trouve amélioré. Ceci sert d'occasion à des partenariats créatifs entre le FCO, les entreprises britanniques et les militants pour l'égalité des LGBT à travers le monde.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

- » Demandez au FCO de vous mettre en contact avec des entreprises britanniques dans votre pays qui sont susceptibles d'être préoccupées par l'égalité LGBT.
- » Contactez-nous chez Stonewall pour savoir quelles sont les entreprises britanniques qui participent à notre programme de champions de la diversité mondiale. Nous pouvons les informer du fait que vous souhaiteriez les rencontrer dans votre pays.
- » Offrez d'organiser une séance d'information à l'attention du FCO et des entreprises britanniques sur ce que c'est que d'être une personne LGBT dans votre pays et de rencontrer le personnel LGBT expatrié.
- » Réfléchissez à la façon dont vous pourriez élaborer des programmes communs sur l'égalité LGBT sur le lieu de travail. Stonewall sera ravi de vous expliquer comment nous l'avons fait.

PROGRAMMES DU DFID

Dans les principaux pays où le DFID travaille, le ministère met des fonds à la disposition des gouvernements afin que ceux-ci les consacrent à des thèmes particuliers. Cette activité entre souvent dans la catégorie du « soutien budgétaire général ». Pour bénéficier de ce type d'aide, le gouvernement du pays doit accepter un ensemble de « principes de partenariat ». Il doit montrer au DFID ce qu'il envisage de faire dans chacun des domaines suivants :

- Réduction de la pauvreté et atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement. Ces objectifs universellement acceptés changeront en 2015 pour être remplacés par quelque chose de nouveau, mais ils continueront tout de même à jouer un rôle important dans les travaux du DFID.
- Respect des droits humains. Ceci comprend tous les droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et s'applique de la même manière aux personnes LGBT.
- Amélioration de la gestion des finances publiques, en mettant en avant la bonne gouvernance et la transparence, en luttant contre la corruption et en étant plus responsable envers ses citoyens.

Dans les pays où le DFID offre au gouvernement un soutien budgétaire général, il existe des possibilités concrètes de soutenir l'égalité LGBT pour les conseillers du DFID.

Avant de signer un contrat visant à accorder un soutien budgétaire général, les représentants du DFID effectueront toujours des recherches sur la situation des droits humains dans un pays. Le DFID soulève très tôt ses inquiétudes auprès du gouvernement du pays, et toutes les possibilités d'amélioration sont convenues dès le départ. Tant qu'un pays bénéficie d'un soutien budgétaire général, le DFID peut sensibiliser les gouvernements nationaux aux besoins des personnes LGBT dans des domaines particuliers. Il peut s'agir par exemple d'améliorer l'accès des homosexuels aux soins de santé sexuelle ou des difficultés auxquelles les personnes LGBT qui ont été mises au ban de leur communauté font face.

Dans certains cas, le DFID peut décider de ne pas apporter d'assistance à un pays ou de suspendre une assistance qui était convenue. Cette décision est prise lorsque le gouvernement d'un pays n'a pas pris de mesures efficaces pour mettre en œuvre les principes de partenariat. Ce principe dit de « conditionnalité » de l'assistance peut être sujet à controverse.

Il est important de reconnaître que le DFID ne prend pas ces décisions à la légère. Dans la plupart des cas, lorsque le DFID a arrêté d'apporter son aide à des pays particuliers, c'est parce que ces pays avaient enfreint à plusieurs reprises un certain nombre de principes et pas simplement à cause de leur bilan en matière

de droits humains. Un gouvernement peut par exemple refuser de s'attaquer au problème de la corruption rampante et, parallèlement, les violations des droits humains dans le pays sont susceptibles d'être systématiques.

Certains gouvernements peuvent déclarer que le DFID a suspendu son aide en raison d'exigences de protection des droits humains des personnes LGBT. Ils peuvent se servir de ce message dans leur propagande contre les personnes LGBT. Le refus ou la suspension d'une assistance est souvent entouré d'informations erronées. Si le DFID refuse ou suspend son assistance à votre pays, vous devriez le contacter et lui demander d'expliquer simplement les raisons de ce refus ou de cette suspension.

La décision de mettre fin à un soutien budgétaire général ne signifie pas que le DFID n'appuiera pas d'autres types d'aide à destination d'un pays. Il se peut par exemple qu'au lieu d'accorder un soutien budgétaire général, le DFID finance directement des ONG qui travaillent dans ce pays. Vous aimeriez peut-être suggérer quelque chose de ce genre aux représentants.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

- » Veillez à ce que le DFID dispose de renseignements sur les difficultés auxquelles les personnes LGBT sont confrontées en matière de droits humains dans votre pays. Demandez-lui de soulever ces inquiétudes auprès de votre gouvernement avant de lui accorder un soutien budgétaire général et tout au long de l'accord.
- » Demandez aux conseillers du DFID de réfléchir aux besoins spécifiques des personnes LGBT lorsqu'ils pensent aux moyens de réduire la pauvreté, y compris en octroyant des subventions.
- » Demandez au DFID de s'assurer que le gouvernement consulte les personnes LGBT, par exemple pour l'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté.

Le DFID a soutenu des programmes destinés aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes. Il s'agit notamment de financer le « Forum mondial sur les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes » de 2009 à 2012, en vue de soutenir le renforcement des capacités, la compilation des connaissances et le plaidoyer de haut niveau.

ACTION COMMUNE DU DFID ET D'AUTRES AGENCES

Une très grande partie de l'aide britannique est accordée aux organismes internationaux qui gèrent des programmes d'aide. Les activités que mènent ces organismes internationaux, appelés également organisations multilatérales, comprennent des travaux dans les domaines des soins de santé, de la consolidation de la paix, de l'éducation et de la croissance économique.

Les principaux bénéficiaires de l'aide britannique sont :

- La Commission européenne
- La Banque mondiale
- Les agences des Nations Unies, telles que le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
- Le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme.

Ces organisations peuvent avoir des programmes de grande envergure dans votre pays. Il est important que le DFID défende les besoins et les droits humains des personnes LGBT au sein de ces institutions, tant par le biais de leurs bureaux nationaux qu'internationaux.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

- » Demandez au DFID de soulever les préoccupations propres aux personnes LGBT de votre pays auprès de l'une de ces institutions qui travaillent dans votre pays. Il se peut qu'il puisse vous mettre en contact avec ces organisations, le cas échéant.
- » Demandez au DFID de s'assurer que ces institutions consultent les organisations LGBT au sujet des programmes qu'elles élaborent.
- » Informez Stonewall de ce que vous demandez au DFID de faire afin que nous puissions veiller à ce que les représentants du DFID au Royaume-Uni soient également au courant.

FINANCEMENT DU DFID ET DU FCO

Le FCO et le DFID disposent de différents moyens pour financer les organisations LGBT de votre pays.

- Les *Bilateral Programme Budgets* (Budgets pour les programmes bilatéraux) du FCO, souvent dénommés « fonds de petite taille ». Ceux-ci portent habituellement sur des montants inférieurs à 10 000 £. Ils peuvent contribuer à soutenir un événement unique, comme une Gay Pride. Il est possible d’y accéder via le FCO dans votre pays.
- Le *Human Rights and Democracy Fund* (Fonds pour la démocratie et les droits de l’Homme) du FCO. Ce fonds peut financer un projet sur plusieurs années et il est accessible via le FCO dans votre pays.
- Le *Global Poverty Action Fund Impact Window* (Initiatives d’impact du Fonds d’action contre la pauvreté mondiale). Pour bénéficier de ce fonds, vous devez disposer d’un programme de partenariat bien établi avec une agence d’aide britannique importante. Ce programme doit inclure une prestation de services qui contribuera directement à réduire la pauvreté.
- Le *Global Poverty Action Fund Community Partnership Window* (Initiatives de partenariats communautaires du Fonds d’action contre la pauvreté mondiale). Là encore, il est nécessaire d’avoir conclu un partenariat avec une petite ONG britannique ou une organisation gérée par des ressortissants de votre pays qui vivent au Royaume-Uni.

Vous trouverez plus de renseignements sur ces fonds sur les sites Internet du DFID et du FCO :

- www.gov.uk/government/organisations/foreign-commonwealth-office
- www.gov.uk/government/organisations/department-for-international-development

Une fois que vous saurez précisément le type de financement pour lequel vous souhaiteriez déposer une demande, il serait judicieux de demander à rencontrer le FCO ou le DFID dans votre pays afin d’obtenir une première opinion sur l’adéquation du fonds par rapport à vos besoins et ceux de votre organisation.



TROISIÈME PARTIE

PARTIE INFORMATIONS

PRATIQUES

CONTACTEZ LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE DANS VOTRE PAYS

Vous pouvez normalement trouver les coordonnées des personnes clés de l'Ambassade du Royaume-Uni ou du Haut-commissariat sur leur site internet. Les diplomates ont des intitulés de poste différents en fonction des responsabilités qui sont les leurs :

- Ambassadeur, Haut-commissaire (dans les pays du Commonwealth) ou Chef de mission est le nom donné au diplomate britannique le plus élevé dans la hiérarchie.
- Ambassadeur adjoint, Haut-commissaire adjoint ou Chef de mission adjoint est le diplomate qui occupe la deuxième position dans la hiérarchie.
- Il se peut que vous entendiez également le nom de Premier, Deuxième ou Troisième Secrétaire politique. Il s'agit des échelons qui suivent l'Ambassadeur adjoint, le Troisième Secrétaire occupant le poste le moins élevé.

Au DFID, les membres du personnel qui travaillent sur les programmes sont soit conseillers, soit directeurs de programme. Chaque conseiller se voit attribuer une responsabilité thématique spécifique, et travaille ainsi en tant que conseiller sanitaire ou à l'éducation, alors qu'un directeur a tendance à avoir des responsabilités plus étendues.

En général, il vaut mieux prendre rendez-vous par courriel ou par téléphone avec une personne précise.

Les missions britanniques sont normalement dotées d'un personnel issu du pays dans lesquelles elles se trouvent ainsi que du Royaume-Uni. Les réceptionnistes sont presque toujours des ressortissants nationaux alors que la plupart des diplomates et des conseillers principaux du DFID sont des ressortissants britanniques.

Il est compréhensible de ne pas vous sentir à l'aise pour indiquer la nature de votre appel à un membre du personnel qui est un ressortissant national. Dans un tel cas, vous pouvez tout simplement dire que vous souhaitez parler des droits humains. En règle générale, le fait de demander à parler à l'un des Secrétaires politiques représente un bon point de départ pour le FCO. Pour le DFID, il serait peut-être plus approprié de commencer par l'un des conseillers ou des directeurs de programme.

Souvenez-vous : en cas d'incertitude, demandez l'aide de Stonewall pour prendre contact avec la bonne personne.

Faites en sorte que votre courriel d'introduction soit succinct. Nous vous suggérons de faire figurer les éléments suivants :

- Commencez par dire que, si vous n'avez pas adressé votre message à la bonne personne, vous seriez reconnaissant de connaître le nom de la bonne personne à contacter.
- Expliquez qui vous êtes et pour quelle organisation vous travaillez.
- Expliquez brièvement la raison pour laquelle vous les contactez.
- Demandez poliment une réunion confidentielle à l'Ambassade du Royaume-Uni.
- Énoncez les questions clés dont vous aimeriez discuter lors de la réunion.

VOTRE PREMIÈRE RÉUNION

Lorsque vous arrivez dans un bureau, vous devrez passer le contrôle de sécurité : veillez donc à avoir une pièce d'identité avec photo, comme par exemple un passeport si vous en avez un, et prévoyez suffisamment de temps pour le contrôle de sécurité. On vous demandera sans doute de laisser votre téléphone portable, votre appareil photo, votre ordinateur portable ou votre tablette au personnel de la sécurité. Ne comptez donc pas vous servir de documents électroniques. Assurez-vous d'imprimer des copies de tout ce dont vous aurez besoin.

Il est important de bien se préparer à la réunion. Bien que vous espériez des résultats prometteurs, souvenez-vous qu'il s'agit seulement d'un premier contact pour établir une relation de travail efficace sur le long terme. Réfléchissez à ce que vous aimeriez tirer de cette réunion et essayez d'être à la fois réaliste et pratique.

Si vous prévoyez d'aller à la réunion du FCO ou du DFID en compagnie d'autres militants, organisez une rencontre préalable afin de déterminer le résultat que vous espérez tous atteindre. Le FCO et le DFID savent que des militants différents ont des stratégies et des idées différentes concernant ce à quoi l'égalité LGBT pourrait ressembler. Il n'est donc pas obligatoire de convenir d'une seule position avant de vous rendre à la réunion. Cependant, il est important d'être capable de laisser à chacun le temps nécessaire de s'exprimer et de respecter les avis différents.

LIENS UTILES

- www.stonewall.org.uk/international
- www.gov.uk/government/organisations/foreign-commonwealth-office
- www.gov.uk/government/organisations/department-for-international-development

QUATRIÈME PARTIE

CONSEILS PRATIQUES

1

Faites-bien vos recherches. Lisez les pages des sites Internet du FCO et du DFID sur votre pays. Lisez le rapport sur les droits humains du FCO et prenez note des références à votre pays.

2

Essayez de relier vos objectifs avec les thèmes sur lesquels le DFID ou le FCO travaille dans votre pays.

3

Fournissez des preuves concrètes de vos arguments. Servez-vous de recherches, d'études de cas et d'articles de presse ou autres rapports des médias.

4

Veillez réfléchir au but de la relation. Qu'espérez-vous en tirer ? Veillez à ce que votre requête soit réaliste et précise.

5

Veillez à avoir à portée de main des informations clés au sujet de votre organisation et de l'égalité LGBT. Il est souvent conseillé d'avoir un document succinct que vous pouvez laisser aux représentants que vous rencontrez.

6

Soyez prêt à avoir une conversation et à bâtir une relation de travail. Les représentants ne sont pas très réceptifs aux critiques directes ou aux attaques verbales. Évitez donc la confrontation, même si vous éprouvez un sentiment de frustration.

7

Avant de partir, essayez d'établir ce qui va se passer ensuite, même s'il ne s'agit que d'une autre réunion dans quelques mois.

8

Assurez-vous de bien comprendre quel contenu de la réunion peut être partagé à l'extérieur, et ce qui doit rester confidentiel. Faites également savoir au FCO quelle partie de votre contenu peut être partagée.

9

Il peut s'avérer difficile d'organiser une première réunion car les représentants du FCO et du DFID sont très occupés. Ne soyez pas découragé si votre première demande de rendez-vous n'aboutit pas. Réessayez.

10

Envoyez un courriel à international@stonewall.org.uk pour nous faire part de l'évolution de votre contact avec le gouvernement britannique. Nous entretenons des liens avec le FCO et le DFID au Royaume-Uni et pouvons leur dire qu'ils font du bon travail ou exercer des pressions afin qu'ils soient plus actifs.

**SOME
PEOPLE
ARE GAY.
GET
OVER
IT!**



有些人
就是
同志。
接受吧!



**BAADHI YA
WATU NI
MASHOGA.
ZOE!**



**ALGUMAS
PESSOAS
SÃO GAY.
E ENTÃO?**



Envoyez votre traduction de « Certaines personnes sont gays. Et alors ? »
à international@stonewall.org.uk et nous vous ferons une affiche.

« La journée que nous avons passée chez Stonewall fut très utile et motivante. Merci du temps que vous nous avez consacré et d'avoir partagé votre expertise ».

Roman Kollárik, Q-centrum, Slovaquie

« Ce fut très intéressant de visiter Stonewall et de partager nos idées et notre compréhension sur la façon d'œuvrer en faveur de l'égalité LGBT. Bien que notre situation en Ouganda soit très différente, je suis repartie pleine d'espoir à l'idée que Stonewall soit à nos côtés ».

Clare Byarugaba, Coalition de la société civile sur les droits de l'homme et le droit constitutionnel en Ouganda

« Votre parcours de l'article 28 jusqu'au mariage pour tous est une véritable source d'inspiration pour nous qui faisons campagne en faveur de nos droits de l'homme fondamentaux ».

Igor Kochetkov, Réseau LGBT russe

**« Tous les êtres humains naissent
égaux en dignité et en droits »**

Article 1, Déclaration universelle des droits de l'homme